

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Drummondville

Code géographique : 49058

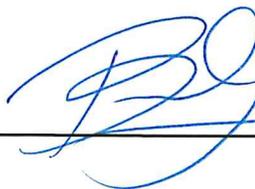
Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Benoit Carignan, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier
de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

 CPA, CGA

Date

2019-05-14

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la ville de Drummondville,

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la ville de Drummondville (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville de Drummondville au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville de Drummondville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Le rapport financier de la ville de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 a été audité par d'autres auditeurs qui ont exprimé sur ce rapport une opinion sans réserve en date du 10 mai 2018.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

donner une image fidèle.

Nous communiquons à la direction notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL S.E.N.C.R.L.

FBL s.e.n.c.r.l.
Société de comptables professionnels agréés
Drummondville, Québec

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A103309

DATE 2019-05-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	103 498 578	95 348 409	89 726 039
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 056 300	4 075 025	4 082 419
Quotes-parts	3			
Transferts	4	26 816 751	17 405 514	18 790 752
Services rendus	5	5 742 900	6 670 256	6 485 121
Imposition de droits	6	3 231 000	5 673 310	5 312 136
Amendes et pénalités	7	1 750 000	1 603 162	1 711 261
Revenus de placements de portefeuille	8		350 330	179 387
Autres revenus d'intérêts	9	400 000	590 443	554 485
Autres revenus	10		3 304 228	6 184 151
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	145 495 529	135 020 677	133 025 751
Charges				
Administration générale	14	13 134 519	12 569 047	12 679 633
Sécurité publique	15	19 096 751	19 721 927	19 214 709
Transport	16	21 920 290	23 392 574	22 332 147
Hygiène du milieu	17	22 638 470	22 896 034	22 072 507
Santé et bien-être	18	285 000	341 087	294 801
Aménagement, urbanisme et développement	19	8 674 100	8 453 192	7 666 509
Loisirs et culture	20	23 101 605	23 044 141	22 298 481
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 099 784	4 398 545	3 171 517
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	112 950 519	114 816 547	109 730 304
Excédent (déficit) de l'exercice	25	32 545 010	20 204 130	23 295 447
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		335 966 121	312 670 674
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		335 966 121	312 670 674
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		356 170 251	335 966 121

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 331 468	4 437 325
Débiteurs (note 5)	2	56 296 310	49 657 447
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	427 152	509 502
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	2 397 380	658 955
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>62 452 310</u>	<u>55 263 229</u>
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 463 041	930 986
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	19 008 771	16 737 324
Revenus reportés (note 12)	12	1 502 576	2 264 866
Dette à long terme (note 13)	13	166 472 374	154 465 177
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<u>188 446 762</u>	<u>174 398 353</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(125 994 452)</u>	<u>(119 135 124)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	476 401 948	449 383 223
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 296 665	4 452 231
Stocks de fournitures	19	1 194 131	1 074 629
Autres actifs non financiers (note 17)	20	271 959	191 162
	21	<u>482 164 703</u>	<u>455 101 245</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>356 170 251</u>	<u>335 966 121</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	32 545 010	20 204 130	23 295 447
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	65 681 831 ) (	47 159 929 ) (	47 187 359)
Produit de cession	3	400 000	39 452	30 254
Amortissement	4	18 553 819	20 106 674	19 028 404
(Gain) perte sur cession	5		(4 922)	65 070
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(46 728 012)	(27 018 725)	(28 063 631)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		155 566	183 806
Variation des stocks de fournitures	9		(119 502)	75 886
Variation des autres actifs non financiers	10		(80 797)	122 753
	11		(44 733)	382 445
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(14 183 002)	(6 859 328)	(4 385 739)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(119 135 124)	(114 749 385)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(119 135 124)	(114 749 385)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(125 994 452)	(119 135 124)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	20 204 130	23 295 447
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	20 106 674	19 028 404
Autres			
- Perte (gain) sur cession	3	(4 922)	65 070
- Provision pour moins-value	4	(63 254)	116 830
	5	40 242 628	42 505 751
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(6 638 863)	(11 176 863)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 271 447	2 008 107
Revenus reportés	9	(762 290)	340 599
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 738 425)	(641 014)
Propriétés destinées à la revente	11	155 566	183 806
Stocks de fournitures	12	(119 502)	75 886
Autres actifs non financiers	13	(80 797)	122 753
	14	33 329 764	33 419 025
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(47 159 929)	(46 459 147)
Produit de cession	16	39 452	30 254
	17	(47 120 477)	(46 428 893)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(167 490)	(167 490)
Remboursement ou cession	19	313 093	61 487
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	145 603	(106 003)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	37 500 001	33 600 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(25 408 031)	(25 158 921)
Variation nette des emprunts temporaires	25	532 055	764 477
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(84 773)	(96 316)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	12 539 252	9 109 240
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 105 858)	(4 006 631)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 437 325	8 443 956
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	1	
Solde redressé	33	4 437 326	8 443 956
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	3 331 468	4 437 325

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

La décision d'inclure ou non un organisme dans le périmètre comptable de la Ville repose sur la notion du contrôle de celui-ci par la Ville.

a) Périmètre comptable

Aucun organisme n'est inclus dans le périmètre comptable de la Ville.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations sont comptabilisés à leur juste valeur ou à une valeur symbolique si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5 % à 10 %
Bâtiments : de 2,5 % à 10 %
Véhicules : de 3,33 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau : de 6,67 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers : de 5 % à 20 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les arrérages de taxes sont constatés en fonction du temps écoulé.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, le cas échéant. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2018 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode de la valeur lissée des actifs sur une période de cinq ans distinctement pour le service antérieur au 1er janvier 2014 et pour le service postérieur au 31 décembre 2013.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé à la fin suivante et est amorti selon la durée indiquée ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP 2200, *Information relative aux apparentés* et Chapitre SP 3420, *Opérations interentités*

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 2200, *Information relative aux apparentés* et la norme SP 3420, *Opérations interentités*. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables ont été appliquées de façon prospective.

Les informations requises en vertu de la norme SP 2200, *Information relative aux apparentés* sont présentées à la note 27. De plus, il n'y a eu aucune opération interentité au cours de l'exercice.

Chapitre SP 3380, *Droits contractuels*

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 3380, *Droits contractuels*. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accord qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Cette nouvelle norme a été appliquée de façon prospective.

Puisque la Ville n'avait aucun droit contractuel à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

Chapitre SP 3320, *Actifs éventuels*

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 3320, *Actifs éventuels*. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

éventuels dont la réalisation est probable. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Puisque la Ville n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 3 331 468	4 437 325
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 3 331 468	4 437 325
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	9 10 10 703 000	10 907 000
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 7 690 847	6 626 235
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 78 432	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 33 425 738	29 366 628
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 11 854 492	7 674 039
Organismes municipaux	15 244 623	3 353 592
Autres		
- Facturations diverses	16 1 076 794	933 658
- Cour municipale	17 1 925 384	1 703 295
	18 56 296 310	49 657 447
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 22 384 180	17 612 188
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 22 384 180	17 612 188
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 797 028	805 101
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	427 152	509 502
Autres placements	31		
	32	427 152	509 502
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note
Les placements de portefeuille aux fins d'investissement sont composés de fonds de garantie en assurance à l'UMQ.

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	2 397 380	658 955
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>2 397 380</u>	<u>658 955</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	(80 234)	1 647 912
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	148 968	127 371
	43	<u>68 734</u>	<u>1 775 283</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 15 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,35 % (3,60 %; 2,85 % au 31 décembre 2017) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie de sept emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 4 087 000 \$, portant intérêt à 3,60 % (2,85 % au 31 décembre 2017) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets spécifiques entrepris par la Ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	6 419 481	6 386 408
Salaires et avantages sociaux	48	1 858 790	2 092 241
Dépôts et retenues de garantie	49	247 378	133 162
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Int. courus dette à long terme	53	959 181	731 612
- Autres courus et passifs	54	606 737	577 134
- Provision pour vidange étangs	55	303 710	615 729
- CAP/retenues relatifs immos	56	8 613 494	6 201 038
-	57		
	58	19 008 771	16 737 324

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	359 163	1 243 670
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	558 346	521 993
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	124 456	77 020
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus reportés autres	68		138 207
- Dépôts sur vente de terrains	69	168 377	48 717
- Transferts	70	292 234	235 259
-	71		
	72	1 502 576	2 264 866

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	9,63	2019	2028	73	166 679 000	154 206 451
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,55	4,90	2019	2023	77	630 427	910 866
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,75	1,75	2024	2024	80	550 753	650 893
					81	167 860 180	155 768 210
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(1 387 806)	(1 303 033)
					83	166 472 374	154 465 177

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2018</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2019	84	92	15 399 000	100	109	353 429	117	15 752 429
2020	85	93	13 129 000	101	110	348 627	118	13 477 627
2021	86	94	10 128 000	102	111	216 969	119	10 344 969
2022	87	95	6 705 000	103	112	106 491	120	6 811 491
2023	88	96	3 617 000	104	113	105 591	121	3 722 591
2024 et +	89	97	117 701 000	105	114	50 073	122	117 751 073
	90	98	166 679 000	106	115	1 181 180	123	167 860 180
Intérêts et frais accessoires				107	()		124	()
	91	99	166 679 000	108	116	1 181 180	125	167 860 180

Note

	2018	2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(125 994 452)	(119 135 124)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(125 994 452)	(119 135 124)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	65 396 471	158	9 018 324	185		212	74 414 795
Eaux usées	131	169 915 017	159	6 091 571	186		213	176 006 588
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	229 999 140	160	15 070 879	187		214	245 070 019
Autres	133	50 606 883	161	4 565 729	188		215	55 172 612
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	137 826 315	163	4 260 800	190		217	142 087 115
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	14 486 160	165	850 743	192	249 848	219	15 087 055
Ameublement et équipement de bureau	138	10 964 333	166	240 985	193		220	11 205 318
Machinerie, outillage et équipement divers	139	12 578 226	167	838 078	194	84 192	221	13 332 112
Terrains	140	12 188 978	168	672	195		222	12 189 650
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>703 961 523</u>	170	<u>40 937 781</u>	197	<u>334 040</u>	224	<u>744 565 264</u>
Immobilisations en cours	143	<u>16 457 966</u>	171	<u>6 222 148</u>	198		225	<u>22 680 114</u>
	144	<u>720 419 489</u>	172	<u>47 159 929</u>	199	<u>334 040</u>	226	<u>767 245 378</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	32 549 375	173	1 662 760	200		227	34 212 135
Eaux usées	146	77 667 371	174	4 115 266	201		228	81 782 637
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	98 286 777	175	5 934 650	202		229	104 221 427
Autres	148	11 341 152	176	2 266 836	203		230	13 607 988
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	32 199 771	178	3 766 209	205		232	35 965 980
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	6 654 297	180	794 314	207	228 801	234	7 219 810
Ameublement et équipement de bureau	153	6 302 341	181	861 149	208		235	7 163 490
Machinerie, outillage et équipement divers	154	6 035 182	182	705 490	209	70 709	236	6 669 963
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>271 036 266</u>	184	<u>20 106 674</u>	211	<u>299 510</u>	238	<u>290 843 430</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>449 383 223</u>					239	<u>476 401 948</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	2 137 447	2 151 447
Immeubles industriels municipaux	251	1 856 829	1 998 395
Autres	252	302 389	302 389
	253	4 296 665	4 452 231
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	4 296 665	4 452 231

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	248 402	47 180
-	257		
-	258		
Autres			
- Frais reportés autres	259	23 557	143 982
-	260		
	261	271 959	191 162

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats à long terme avec différents organismes ou différentes sociétés échéant à différentes dates jusqu'en 2026, à verser une somme totale de 10 226 712 \$. Les paiements futurs s'élèvent à 12 161 486 \$ et comportent les paiements suivants :

2019 :	10 468 558 \$
2020 :	241 847 \$
2021 :	241 847 \$
2022 :	241 847 \$
2023 :	241 847 \$
2024 et suivantes :	725 540 \$

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Drummondville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné des emprunts pour des organismes et n'a exigé aucune contrepartie en échange de ces cautionnements. La direction est d'avis qu'il n'est pas probable que ces cautionnements soient exercés et, par conséquent, aucun passif n'a été constaté à cet égard dans les états financiers.

Les soldes de ces emprunts au 31 décembre 2018 sont les suivants :

Société de développement économique de Drummondville	19 286 004 \$
Société de développement économique de Drummondville	1 626 607 \$
Société de développement économique de Drummondville (inv), (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 1 000 000 \$)	0 \$
Société de développement économique de Drummondville (fct), (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 1 500 000 \$)	880 000 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.(1)	15 073 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc., (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 40 000 \$)	0 \$
Centre communautaire Pierre-Lemaire (1)	421 037 \$
Centre communautaire Pierre-Lemaire	90 715 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Centre communautaire Saint-Charles (1)	499 317 \$
La société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville	150 000 \$
Corporation de la Maison des arts Desjardins-Drummondville inc.	222 925 \$

(1) La Ville verse des subventions à ces organismes afin que ces derniers puissent rembourser leurs emprunts.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Drummond. Au 31 décembre 2018, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 4 223 619 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 350 000 \$ par la direction ont été entreprises contre la Ville de Drummondville. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 20 400 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26. Flux de trésorerie

	2018	2017
	\$	\$
Intérêts payés au cours de l'exercice	3 738 736	3 578 996
Intérêts reçus au cours de l'exercice	913 859	815 066

27. Informations relatives aux apparentés

Certains élus et certains de leurs proches parents siègent sur le conseil d'administration de divers sociétés et organismes oeuvrant au sein de la Ville. Au cours de l'exercice, la Ville a octroyé des subventions discrétionnaires à ces sociétés et organismes. Ces opérations ont été conclues à la valeur d'échange pour une valeur supérieure de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. La Ville s'est également engagée dans divers contrats de biens et services auprès de ces sociétés et organismes. Ces opérations ont été conclues à la valeur d'échange pour une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

Ces opérations sont présentées dans les charges de fonctionnement suivantes :

Administration générale*Biens et services*

Autres sociétés et organismes	90 376 \$
-------------------------------	-----------

Sécurité publique*Biens et services*

Autres sociétés et organismes	360 275 \$
-------------------------------	------------

Hygiène du milieu*Biens et services*

Autres sociétés et organismes	84 004 \$
-------------------------------	-----------

Aménagement, urbanisme et développement*Biens et services*

Société de développement économique de Drummondville	740 797 \$
--	------------

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Contributions à des organismes

Société de développement économique de Drummondville	2 658 590 \$
--	--------------

Loisirs et cultures

Biens et services

Réseau Aquatique Drummondville inc.	380 227 \$
-------------------------------------	------------

Autres sociétés et organismes	230 869 \$
-------------------------------	------------

Contributions à des organismes

Corporation de la Maison des arts Desjardins-Drummondville inc.	1 133 077 \$
---	--------------

Réseau Aquatique Drummondville inc.	913 515 \$
-------------------------------------	------------

Autres sociétés et organismes	1 174 011 \$
-------------------------------	--------------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	93 791 800	94 436 272			94 436 272	89 690 738
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 056 300	4 075 025			4 075 025	4 082 419
Quotes-parts	3						
Transferts	4	3 330 500	3 395 921			3 395 921	3 655 374
Services rendus	5	5 742 900	6 670 256			6 670 256	6 485 121
Imposition de droits	6	2 931 000	5 373 310			5 373 310	5 010 602
Amendes et pénalités	7	1 750 000	1 603 162			1 603 162	1 711 261
Revenus de placements de portefeuille	8		350 330			350 330	179 387
Autres revenus d'intérêts	9	400 000	590 443			590 443	554 485
Autres revenus	10		3 048 511			3 048 511	5 824 980
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	112 002 500	119 543 230			119 543 230	117 194 367
Investissement							
Taxes	13	9 706 778	912 137			912 137	35 301
Quotes-parts	14						
Transferts	15	23 486 251	14 009 593			14 009 593	15 135 378
Imposition de droits	16	300 000	300 000			300 000	301 534
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		255 717			255 717	359 171
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
	19						
	20	33 493 029	15 477 447			15 477 447	15 831 384
	21	145 495 529	135 020 677			135 020 677	133 025 751
Charges							
Administration générale	22	12 422 997	11 724 073	844 974		12 569 047	12 679 633
Sécurité publique	23	18 629 285	19 233 352	488 575		19 721 927	19 214 709
Transport	24	15 060 036	15 996 960	7 395 614		23 392 574	22 332 147
Hygiène du milieu	25	16 995 843	16 994 405	5 901 629		22 896 034	22 072 507
Santé et bien-être	26	285 000	341 087			341 087	294 801
Aménagement, urbanisme et développement	27	7 452 747	7 144 025	1 309 167		8 453 192	7 666 509
Loisirs et culture	28	19 451 008	18 877 426	4 166 715		23 044 141	22 298 481
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	4 099 784	4 398 545			4 398 545	3 171 517
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	18 553 819	20 106 674	(20 106 674)			
	33	112 950 519	114 816 547			114 816 547	109 730 304
Excédent (déficit) de l'exercice	34	32 545 010	20 204 130			20 204 130	23 295 447

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	32 545 010	20 204 130	23 295 447
Moins: revenus d'investissement	2 (	33 493 029 ) (	15 477 447 ) (	15 831 384)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(948 019)	4 726 683	7 464 063
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	18 553 819	20 106 674	19 028 404
Produit de cession	5	400 000	39 452	30 254
(Gain) perte sur cession	6		(4 922)	65 070
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	18 953 819	20 141 204	19 123 728
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		155 566	205 484
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		155 566	205 484
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		313 093	61 487
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		(63 254)	116 830
	15		249 839	178 317
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	261 000	256 107	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	13 403 300 ) (	13 474 202 ) (	13 073 785)
	18	(13 142 300)	(13 218 095)	(13 073 785)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	3 750 000 ) (	4 305 331 ) (	8 002 088)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 586 500		
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 700 000)	(2 637 136)	(2 450 377)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		49 383	49 383
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(4 863 500)	(6 893 084)	(10 403 082)
	26	948 019	435 430	(3 969 338)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		5 162 113	3 494 725

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	15 477 447	15 831 384
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(1 116 895)	(850 857)
Sécurité publique	3	(514 512)	(200 063)
Transport	4	(18 580 621)	(15 936 582)
Hygiène du milieu	5	(14 134 547)	(8 221 195)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 566 377)	(6 225 526)
Loisirs et culture	8	(11 246 977)	(15 753 136)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(47 159 929)	(47 187 359)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	(21 678)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	(167 490)	(167 490)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	20 794 179	20 618 062
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	4 305 331	8 002 088
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 038 000	209 497
Réserves financières et fonds réservés	17	3 832 578	2 750 000
	18	9 175 909	10 961 585
	19	(17 357 331)	(15 796 880)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 879 884)	34 504

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	25 496 585	25 139 911	24 265 338
Charges sociales	2	6 622 198	5 631 285	6 599 046
Biens et services	3	43 576 914	46 959 562	45 762 453
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	3 492 153	5 902 305	3 511 164
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	551 131	438 174	472 819
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	(1 329 084)	(1 941 934)	(812 466)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	2 548 400	2 568 485	2 231 170
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	12 625 303	9 911 602	8 325 156
Amortissement des immobilisations	14	18 553 819	20 106 674	19 028 404
Autres				
- Autres	15	793 100	105 077	348 385
- Mauvaises créances	16	20 000	(4 594)	(1 165)
-	17			
	18	112 950 519	114 816 547	109 730 304

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 192 638	6 036 140
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 487 832	5 520 216
Réserves financières et fonds réservés	3	6 935 149	4 301 590
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 098 304)	(903 099)
Financement des investissements en cours	5	(839 026)	3 869 858
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	336 491 962	317 141 416
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	356 170 251	335 966 121
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	8 192 638	6 036 140
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	8 192 638	6 036 140
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Secteur ancien Drummondville	12	344 166	1 131 015
- Secteur St-Nicéphore	13	15 379	52 679
- Secteur St-Charles	14	50 759	36 759
- Actif avant sociaux futurs	15	1 109 105	543 103
- Budget	16	1 300 000	1 300 000
- Redevance enfouis.(urgence)	17	382 453	301 337
- Redevance enfouis.(actions)	18	479 595	399 545
- Maintien d'actifs	19	1 204 589	763 996
- Dette/Sports et loisirs	20	1 601 786	991 782
	21	6 487 832	5 520 216
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	6 487 832	5 520 216
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	3 954 047	4 174 595
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	2 981 102	126 995
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	6 935 149	4 301 590
	48	6 935 149	4 301 590

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) ( 49 383)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
- Dette l.t. liée à la SHQ	72 (1 098 304 ) (	) ( 903 099)
-	73 () (
	74 (1 098 304 ) (	) ( 952 482)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	49 383
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	49 383
	81 (1 098 304 ) (	) ( 903 099)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	6 694 956	6 744 830
Investissements à financer	83 (	7 533 982 ) (	2 874 972)
	84	(839 026)	3 869 858
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	476 401 948	449 383 223
Propriétés destinées à la revente	86	4 296 665	4 452 231
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	427 152	509 502
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	481 125 765	454 344 956
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	481 125 765	454 344 956
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	166 472 374 ) (	154 465 177)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	1 387 806 ) (	1 303 033)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	22 384 180	17 612 188
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	842 197	952 482
	98 (	144 633 803 ) (	137 203 540)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (	144 633 803 ) (	137 203 540)
	101	336 491 962	317 141 416

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Drummondville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2018.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties, alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

Application de la Loi au régime de la Ville

Une entente est intervenue entre les parties le 8 janvier 2018 relativement à la restructuration exigée par la Loi. Les modifications aux dispositions du régime sont précisées dans cette entente. Les effets de cette entente sur la charge future de la Ville sont présentement analysés par la direction.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 658 955	17 941
Charge de l'exercice	4 (80 234)	(1 647 912)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 658 191	2 288 926
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>2 397 380</u>	<u>658 955</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 136 509 121	133 728 510
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>127 770 664</u>)	(<u>119 349 689</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 8 738 457	14 378 821
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>2 342 708</u>	<u>658 955</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 11 081 165	15 037 776
Provision pour moins-value	12 (<u>8 683 785</u>)	(<u>14 378 821</u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>2 397 380</u>	<u>658 955</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>262 329</u>)	(<u>238 405</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>262 329</u>)	(<u>238 405</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 4 380 612	3 547 070
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 <u>4 380 612</u>	<u>3 547 070</u>
Cotisations salariales des employés	21 (1 873 363)	(1 861 769)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u>62 248</u>)	(<u>84 429</u>)
	23 2 445 001	1 600 872
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 76 336	(2 220)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 4 824 379	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 (5 484 016)	946 846
Autres	29	
-	30	
-	31 <u>1 861 700</u>	<u>2 545 498</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>6 119 644</u>	<u>6 791 924</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 (8 061 578)	(7 689 510)
Rendement espéré des actifs	34 (1 941 934)	(897 586)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>(80 234)</u>	<u>1 647 912</u>
Charge de l'exercice		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 5 923 612	11 233 465
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (8 061 578)	(7 689 510)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (2 137 966)	3 543 955
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (4 657 523)	(4 759 035)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 6 736 804	5 309 354
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 126 495 964	135 739 473
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 262 329	238 405
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 4 263 921	4 468 582
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 17 596 400	13 130 126
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,10 %	6,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,10 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S.O.

		2018		2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()		()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()		()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()		()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()		()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69			
Charge de l'exercice				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	()		()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()		()
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	13
	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>30 290</u>	<u>49 232</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	102 076	98 224
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>46 892</u>	<u>29 147</u>
	119	<u>148 968</u>	<u>127 371</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	74 900 000	74 939 061	70 887 387
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		459	450
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	74 900 000	74 939 520	70 887 837
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 396 000	5 503 446	5 304 527
Égout	11	4 422 000	4 565 718	4 322 644
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	5 658 000	5 806 482	5 618 367
Autres				
- Fosses septiques	14	390 000	449 581	332 818
- Arrosage insectes	15	400 000	400 197	393 701
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	350 000	409 879	389 032
Service de la dette	18	2 275 800	2 361 449	2 441 812
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21	9 706 778	912 137	35 301
	22	28 598 578	20 408 889	18 838 202
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	28 598 578	20 408 889	18 838 202
	27	103 498 578	95 348 409	89 726 039

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	225 300	223 878	262 399
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	225 300	223 878	262 399
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 012 800	1 019 221	1 013 966
Cégeps et universités	34	253 400	256 106	254 789
Écoles primaires et secondaires	35	1 358 200	1 374 231	1 319 350
	36	2 624 400	2 649 558	2 588 105
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	2 849 700	2 873 436	2 850 504
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 206 600	1 201 589	1 231 915
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	1 206 600	1 201 589	1 231 915
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	4 056 300	4 075 025	4 082 419

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		505
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	3 000	20 156
Enlèvement de la neige	59		3 348
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	520 700	632 535
Transport adapté	62		647 734
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	140 200	167 915
Traitement des eaux usées	70		146 227
Réseaux d'égout	71	140 100	146 227
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	600 000	648 332
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77	86 000	69 188
Protection de l'environnement	78	49 000	27 780
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84	324 000	288 442
Promotion et développement économique	85		74 730
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	110 800	113 816
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	231 000	244 913
Autres	89	320 700	300 981
Réseau d'électricité	90		333 749
	91	2 525 500	2 595 871
			2 551 534

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	45 000	
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96	434 000	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	26 000	
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		369 232
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		34 024
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104	36 638	1 702 687
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	1 655 000	908 150
Réseau de distribution de l'eau potable	108	5 691 777	5 490 020
Traitement des eaux usées	109	588 000	126 818
Réseaux d'égout	110	8 314 750	5 063 873
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124	3 320 000	
Autres	125		26 500
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	3 456 724	1 543 862
Activités culturelles			
Bibliothèques	127	426 000	6 111 878
Autres	128		20 000
Réseau d'électricité	129		
	130	23 486 251	14 009 593
			15 135 378

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	5 000	22 077	179 892
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	800 000	777 973	923 948
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	805 000	800 050	1 103 840
TOTAL DES TRANSFERTS	141	26 816 751	17 405 514	18 790 752

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158	485 000	366 901
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	485 000	366 901
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178	670 000	723 339
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181	670 000	723 339
Réseau d'électricité			
	182		
	183	1 155 000	1 090 240

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	329 300	465 049
	187	329 300	465 049
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191	497 000	510 493
	192	497 000	510 493
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196	628 500	756 232
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200	98 000	293 191
	201	726 500	1 049 423
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
	202		
Réseau de distribution de l'eau potable			
	203		
Traitement des eaux usées			
	204		
Réseaux d'égout			
	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
	206		
Matières recyclables			
	207		
Autres			
	208		
Cours d'eau			
	209		
Protection de l'environnement			
	210		
Autres	211	85 000	161 899
	212	85 000	161 899
Santé et bien-être			
Logement social			
	213		
Sécurité du revenu			
	214		
Autres			
	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
	217		
Rénovation urbaine			
	218		
Promotion et développement économique			
	219		
Autres	220	1 520 000	1 913 701
	221	1 520 000	1 913 701
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
	222	1 365 600	1 383 988
Activités culturelles			
Bibliothèques	223	64 500	95 463
Autres	224		58 994
	225	1 430 100	1 479 451
Réseau d'électricité			
	226		
	227	4 587 900	5 580 016
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	5 742 900	6 670 256
			6 485 121

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	400 000	653 196	385 107
Droits de mutation immobilière	230	2 500 000	4 320 163	4 129 704
Droits sur les carrières et sablières	231	330 000	337 373	332 603
Autres	232	1 000	362 578	464 722
	233	3 231 000	5 673 310	5 312 136
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	1 750 000	1 603 162	1 711 261
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235		350 330	179 387
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	400 000	590 443	554 485
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		4 922	(65 070)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245		3 299 306	6 249 221
	246		3 304 228	6 184 151
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 305 600	1 380 260	126 437	1 506 697	1 533 219
Greffe et application de la loi	2	1 454 600	1 413 010	129 437	1 542 447	1 742 072
Gestion financière et administrative	3	4 543 000	4 248 012	389 135	4 637 147	4 691 872
Évaluation	4	1 365 500	1 289 907	118 160	1 408 067	1 427 290
Gestion du personnel	5	836 800	893 028	81 805	974 833	918 143
Autres						
- Autres	6	2 917 497	2 499 856		2 499 856	2 367 037
-	7					
	8	12 422 997	11 724 073	844 974	12 569 047	12 679 633
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	10 957 000	11 178 276	49 821	11 228 097	11 351 665
Sécurité incendie	10	6 036 100	6 079 659	430 460	6 510 119	6 299 178
Sécurité civile	11	569 300	851 386	8 294	859 680	569 477
Autres	12	1 066 885	1 124 031		1 124 031	994 389
	13	18 629 285	19 233 352	488 575	19 721 927	19 214 709
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 709 501	4 628 499	2 651 247	7 279 746	7 025 984
Enlèvement de la neige	15	4 839 230	5 739 306	3 287 528	9 026 834	8 430 794
Éclairage des rues	16	889 817	919 192	526 522	1 445 714	1 360 486
Circulation et stationnement	17	1 070 946	1 088 747	623 644	1 712 391	1 864 985
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 636 500	2 625 779	306 673	2 932 452	2 709 100
Transport aérien	19	295 000	351 817		351 817	262 997
Transport par eau	20					
Autres	21	619 042	643 620		643 620	677 801
	22	15 060 036	15 996 960	7 395 614	23 392 574	22 332 147

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 111 811	3 030 020	370 338	3 400 358	3 391 521	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 161 197	2 186 206	1 365 135	3 551 341	3 440 737	
Traitement des eaux usées	25	1 220 340	1 549 714	2 051 042	3 600 756	3 314 736	
Réseaux d'égout	26	3 173 735	3 250 943	2 105 828	5 356 771	5 166 877	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	912 849	915 109		915 109	853 274	
Élimination	28	1 190 000	1 017 643		1 017 643	1 017 729	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	625 000	630 813		630 813	625 231	
Tri et conditionnement	30	240 000	239 202		239 202	232 181	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	605 395	591 649		591 649	514 965	
Traitement	32	450 000	521 099		521 099	489 384	
Matériaux secs	33	16 500	24 735		24 735	28 133	
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	28 700	14 236		14 236	10 833	
Protection de l'environnement	38	835 700	739 369		739 369	616 746	
Autres	39	2 424 616	2 283 667	9 286	2 292 953	2 370 160	
	40	16 995 843	16 994 405	5 901 629	22 896 034	22 072 507	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	285 000	341 087		341 087	294 801	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	285 000	341 087		341 087	294 801	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 054 000	2 060 842	465 955	2 526 797	2 403 550	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	1 000 000	592 782	294 810	887 592	432 920	
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	4 295 679	4 248 994	35 753	4 284 747	4 031 468	
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	103 068	241 407	512 649	754 056	798 571	
	52	7 452 747	7 144 025	1 309 167	8 453 192	7 666 509	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	4 114 212	4 533 836	981 107	5 514 943	4 840 168
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 175 030	2 380 292	515 087	2 895 379	3 221 867
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 411 066	1 454 950	314 846	1 769 796	1 707 582
Parcs et terrains de jeux	56	3 362 787	3 146 573	680 907	3 827 480	3 436 839
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	1 086 900	427 138	92 431	519 569	1 668 132
Autres	59	520 008	788 831		788 831	809 352
	60	13 670 003	12 731 620	2 584 378	15 315 998	15 683 940
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	2 328 800	2 429 336		2 429 336	2 280 507
Bibliothèques	62	2 906 108	2 749 359	825 952	3 575 311	2 757 628
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	223 200	564 889		564 889	350 401
Autres	65	322 897	402 222	756 385	1 158 607	1 226 005
	66	5 781 005	6 145 806	1 582 337	7 728 143	6 614 541
	67	19 451 008	18 877 426	4 166 715	23 044 141	22 298 481
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	3 738 900	5 908 239		5 908 239	3 653 711
Autres frais	70	304 384	432 240		432 240	330 272
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		(1 941 934)		(1 941 934)	(897 586)
Autres	72	56 500				85 120
	73	4 099 784	4 398 545		4 398 545	3 171 517
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	18 553 819	20 106 674	(20 106 674)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Drummondville

Code géographique : 49058

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	4 516 921	5 893 453
Usines de traitement de l'eau potable	2	843 712	1 464 941
Usines et bassins d'épuration	3	204 112	43 631
Conduites d'égout	4	6 721 854	1 535 964
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	13 803 890	8 548 796
Ponts, tunnels et viaducs	7	13 812	129 152
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 516 631	444 189
Aires de stationnement	9	13 951	241 600
Parcs et terrains de jeux	10	7 752 481	1 674 041
Autres infrastructures	11	3 940 906	4 274 150
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	758 911	884 092
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 555 762	12 251 322
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	850 743	545 862
Ameublement et équipement de bureau	18	629 476	2 412 862
Machinerie, outillage et équipement divers	19	842 672	1 394 379
Terrains	20	194 095	5 448 925
Autres	21		
	22	47 159 929	47 187 359

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	2 897 265	1 511 582
Usines de traitement de l'eau potable	24	843 712	1 464 941
Usines et bassins d'épuration	25	204 112	43 631
Conduites d'égout	26	6 601 017	1 280 875
Autres infrastructures	27	23 374 389	14 141 761
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	1 619 656	4 381 871
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	120 837	255 089
Autres infrastructures	32	3 667 282	1 170 167
Autres immobilisations	33	7 831 659	22 937 442
	34	47 159 929	47 187 359

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	126 995	2 946 134	92 027
Fonds d'amortissement	4			2 981 102
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	16 878 482	1 517 265	2 038 949
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	118 455 345	26 929 369	21 297 114
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	135 460 822	31 392 768	23 428 090
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	17 612 188	6 107 233	1 335 241
Organismes municipaux	10			22 384 180
Autres tiers	11			
	12	17 612 188	6 107 233	1 335 241
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	17 612 188	6 107 233	1 335 241
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15			
Autres	16	2 695 200		644 700
	17			2 050 500
	18	20 307 388	6 107 233	1 979 941
	19	155 768 210	37 500 001	25 408 031
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	155 768 210	37 500 001	25 408 031
				167 860 180

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	167 860 180
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	7 533 982
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 981 102
--	---	-----------

Débiteurs	9	22 384 180
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	2 050 500
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	5 282 367
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Revenus reportés-Taxe secteur	13	359 163
---------------------------------	----	---------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	142 336 850
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	142 336 850
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	4 223 619
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	146 560 469
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	146 560 469
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	856 900	856 792	670 787
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	25 000	24 946	24 457
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	746 000	741 958	604 768
Cours d'eau	13	17 600	17 594	16 334
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	649 100	649 093	661 072
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	118 500	142 832	118 482
Activités culturelles	23	135 300	135 270	135 270
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 548 400	2 568 485	2 231 170

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1	40 405	106 826
Charges sociales	2	7 525	17 973
Biens et services	3	47 087 177	47 057 464
Frais de financement	4	24 822	5 096
Autres	5		
	6	47 159 929	47 187 359

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	96,00	38,10	185 791,00	7 907 882	1 771 756	9 679 638
Professionnels	2						
Cols blancs	3	131,15	35,80	244 068,00	5 591 710	1 252 819	6 844 529
Cols bleus	4	167,08	40,00	389 596,00	8 145 921	1 825 089	9 971 010
Policiers	5						
Pompiers	6	34,90	42,00	137 282,00	2 837 281	635 691	3 472 972
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	429,13		956 737,00	24 482 794	5 485 355	29 968 149
Élus	9	13,00			697 522	153 455	850 977
	10	442,13			25 180 316	5 638 810	30 819 126

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	632 535				632 535
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			908 150		908 150
Réseau de distribution de l'eau potable	13	167 915	3 053 617	2 436 403		5 657 935
Traitement des eaux usées	14			126 818		126 818
Réseaux d'égout	15	144 065	3 053 617	2 010 256		5 207 938
Autres	16	2 451 405	2 339 094	81 639		4 872 138
	17	3 395 920	8 446 328	5 563 266		17 405 514

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	15 257	15 525
	4	15 257	15 525
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 875	996
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 875	996
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	684 698	502 692
Enlèvement de la neige	11	772 107	502 692
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 456 805	1 005 384
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	4 012	4 087
Réseau de distribution de l'eau potable	17	320 364	121 931
Traitement des eaux usées	18	15 794	17 172
Réseaux d'égout	19	461 150	343 295
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	801 320	486 485
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	86 857	72 291
Rénovation urbaine	32	211 179	148 839
Promotion et développement économique	33	107 304	60 900
Autres	34	442 321	308 820
	35	847 661	590 850
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	560 159	509 162
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	274 461	213 981
Autres	38	441 007	349 134
	39	1 275 627	1 072 277
Réseau d'électricité			
	40		
	41	4 398 545	3 171 517

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Alexandre Cusson	128 104	16 595
Mme Annick Bellavance	32 294	16 147
Mme Cathy Bernier	31 400	15 700
M. Jean Charest	29 985	14 992
M. Yves Grondin	42 025	16 595
M. John Husk	31 190	15 595
Mme Stéphanie Lacoste	29 174	14 587
Mme Catherine Lassonde	32 207	16 103
Mme Isabelle Marquis	32 022	16 011
M. Alain Martel	32 794	16 397
M. Dominic Martin	32 490	16 245
M. William Morales Hortua	29 036	14 518
M. Daniel Pelletier	34 879	16 595

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>20 400 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>336 353 \$</u>	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ 31 775 \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ 934 094 \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Drummondville

Code géographique : 49058

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la ville de Drummondville,

RAPPORT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la ville de Drummondville (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit du taux global de taxation réel et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Le taux global de taxation réelle de la ville de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 a été audité par d'autres auditeurs qui ont exprimé sur ce rapport une opinion sans réserve en date du 10 mai 2018.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL s.e.n.c.r.l.
Société de comptables professionnels agréés
Drummondville, Québec

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A103309

DATE 2019-05-14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	95 348 409
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>976 526</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(200 000)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	976 526
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	16 412 264
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	409 879
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>79 302 792</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	7 439 111 140
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>7 465 372 640</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>7 452 241 890</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 0 6 4 1 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Drummondville

Code géographique : 49058

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	78 400 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	78 400 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	5 641 000
Égout	11	4 838 400
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	6 331 000
Autres		
- Fosses septiques	14	392 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	350 000
Service de la dette	18	2 148 000
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	19 700 400
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	19 700 400
	27	98 100 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	228 100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	228 100

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 053 300
Cégeps et universités	7	263 900
Écoles primaires et secondaires	8	1 418 900
	9	2 736 100

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 964 200

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 221 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 221 500

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 185 700

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 5 098 981 828	X 5 0,8050	/100\$ 6 41 046 804				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 604 705 526	X 8 0,8050	/100\$ 9 4 867 879				
Immeubles non résidentiels	10 1 400 706 061	X 11 1,7220	/100\$ 12 24 120 158				
Immeubles industriels	13 433 361 209	X 14 1,7220	/100\$ 15 7 462 480				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 134 947 045	X 20 0,8050	/100\$ 21 1 086 324				
Immeubles agricoles	22 83 894 984	X 23 0,8050	/100\$ 24 675 355				
Total			25 79 259 000	26 (859 000)	27 ()	28	29 78 400 000
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 2 8	,	0 0	\$
Égout	2	1 0 6	,	0 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5		,		\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe d'eau	133,0000	4	par commerce
Taxe d'eau au compteur	0,3230	7	par mètre cube
Taxe d'égouts	106,0000	4	par commerce
Taxe d'égouts au compteur	0,2330	7	par mètre cube
Tarification vidange fosses septiques	102,0000	4	résidentiel
Tarification vidange fosses septiques	51,0000	4	chalet
Enlèvement,enf.déchets et coll.sel.	120,0000	4	1 à 6 unités d'occup.
Enlèvement,enf.déchets et coll.sel.	110,0000	4	7 unités d'occup. et +
Enlèvement,enf.déchets et coll.sel.	60,0000	4	chalet
Matières putrescibles	39,0000	4	1 à 9 unités d'occup.
Matières putrescibles	28,0000	4	10 unités d'occup. et +
Matières putrescibles	39,0000	4	chalet

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	24 120 158	6 603 480		1 086 324	4 867 879	675 355
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	1 989 379	688 794			3 834 141	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	26 109 537	7 292 274		1 086 324	8 702 020	675 355

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	41 046 804			78 400 000
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	2 148 000			2 148 000
Autres	13	10 690 086			17 202 400
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	53 884 890			97 750 400

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	568 443 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>138 900 000 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>17 041 700 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>4 460 200 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>1 300 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-10</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , M. Benoit Carignan, CPA, CGA , atteste que le rapport financier de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-21.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Drummondville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Drummondville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Drummondville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-16 08:37:28

Date de transmission au Ministère : 2019/05/22